



ISSN 1019-0287

Preis 1,49 €

1. November 2002

erscheint freitags

1/11-10/11/2002
(film/theatre/concert/events)



Campieren auf dem Campus?



Seit Jahren gibt es zu wenig Wohnungen für StudentInnen. Besonders hart trifft dies die AusländerInnen unter ihnen: Wer als Nicht-EU-BürgerIn keine feste Wohnadresse vorweisen kann, bekommt kein Aufenthaltsrecht.

dës woch, Seite 3

(Foto: Christian Mosar)

UNIVERSITE DE LUXEMBOURG

L'université de Luxembourg prend forme, du moins sur le papier. Mais les milieux concernés se sentent "exclus" du processus d'élaboration.

Un commentaire de
Richard Graf

Si l'on considère l'importance du projet d'une université luxembourgeoise, on doit s'étonner du peu de discussion qu'il suscite sur la place publique. A plusieurs égards, c'est à nouveau la façon de procéder "à la luxembourgeoise" qui semble être à l'origine d'un malaise rampant: D'abord on discute pendant des années (des dizaines d'années?) du bien-fondé d'une idée, en même temps on entame déjà une farouche discussion sur les sites éventuels (alors que l'orientation et la dimension du projet ne sont même pas encore connues) et en fin de route - lorsque beaucoup de temps a été perdu - on procède, presque à la hâte, à un processus législatif des plus obscurs: de temps en temps sortent des papiers, des séminaires sont organisés, des projets proposés ... que les principaux concernés découvrent souvent en même temps que le grand public.

Cette façon de faire relève moins de la mauvaise volonté politique que d'une vue trop paternaliste de la prise de décision en matière politique. Comme l'on craint des vues et des intérêts trop divergents qui risquent de faire échouer le projet, on préfère livrer "clé en main" des concepts qui seront alors présentés aux milieux concernés pour être éventuellement amendés - mais uniquement sur des questions de détail.

La discussion sur le concept même est souvent étouffée par des arguments du type: le projet est déjà trop bien avancé et il ne faut pas freiner les travaux. Toute remise en question ne servirait que les intérêts des ennemie-e-s déclaré-e-s d'un projet universitaire. Mais ce danger est-il réel? La Chambre avait adopté le principe d'une université à l'unanimité. Il est vrai qu'un tel vote n'a qu'une valeur symbolique, mais il donne mandat à la société

dans son ensemble à se doter de stratégies et d'instruments nécessaires pour arriver à la formulation d'un cadre légal qui tienne compte des aspirations de tous les intéressés - ou du moins de la majorité d'entre eux.

Or, du côté des instruments, rien ne semble clair. Quelle est l'enceinte où un vrai débat d'idées pourrait avoir lieu? Un séminaire, comme en mars 2002, n'est pas suffisant, surtout si l'on envisage de présenter un projet de loi "avant les vacances parlementaires d'été" - ce qui, évidemment, n'a pas eu lieu. Du côté des enseignant-e-s et des chercheur-e-s, la présentation des principales orientations n'a certes pas provoqué une levée de boucliers, mais les réactions sont loin d'être unanimes. L'éclatement en trois sites, la séparation des 3es cycles des facultés, les garanties d'autonomie et un modèle d'administration copié sur celui d'universités privées, alors qu'il est question d'une institution publique, ne sont que quelques-unes des critiques qui ont été avancées et qui

pour l'instant ne connaissent pas de réponse satisfaisante.

Certes, il n'y a pas eu de réactions virulentes. Mais dans les milieux concernés, l'ambiance n'est pas très encourageante. Il devient de plus en plus évident qu'un véritable débat, où les différents points de vue puissent se rencontrer, n'a pas lieu. Or, comment imaginer une université autonome - donc obligée à assurer la gestion de son fonctionnement quotidien - si déjà au niveau de la conception on n'est pas capable de créer une enceinte démocratique à laquelle on puisse confier la définition du projet commun? Les temps sont révolus où une ministre ou un fonctionnaire, si dévoué soient-ils, pourraient à eux seuls prendre en main un tel chantier.

Planning

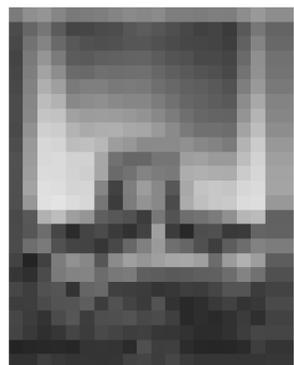
Les jeunes d'aujourd'hui ne se sentent pas plus libres que ceux d'il y a 30 ans en matière de sexualité.

aktuell, page 2

Nato-Wachstum

Ende November tagt das westliche Militärbündnis, das sich nach Osten ausweiten will.

interglobal, Seite 5



Kufa en crise?

Interview avec le 3e directeur de la Kulturfabrik, Serge Basso de March.

magazine, page 7

Humour gras

"Quelqu'un de bien", l'oeuvre la plus récente de Patrick Timsit, fait plus mourir d'ennui que de rire.

magazine, page 12



Preis: 1,49 €



90665